

Enfouissement des déchets radioactifs à Bure : les opposants enterrent le débat public

by Usine Nouvelle - mardi, juin 18, 2013

<https://correspondances.fr/enfouissement-des-dechets-radioactifs-a-bure-les-opposants-enterrent-le-debat-public/>

Les opposants au projet Cigéo ont empêché lundi 17 juin un débat public qu'ils qualifient de "bidon". Les discussions se poursuivent sur le site de la Commission nationale du débat public sous forme de cahiers de contribution.

Le Hall de Bar-le-Duc (Meuse) n'aura sans doute jamais connu un tel volume sonore. Ouverte au public lundi 17 juin pour accueillir une deuxième rencontre sur le projet Cigéo, le centre de stockage profond de déchets radioactifs, la salle de spectacles meusienne a résonné durant près d'une heure des hurlements et sifflets de quelque 400 opposants avant que Claude Bernet, président de la Commission nationale du débat public (CNDP), ne soit contraint de lever la séance.

Aucun des trois intervenants prévus - Patricia Andriot, vice-présidente (EELV) du conseil régional de Champagne-Ardenne et opposante au projet, Bertrand Thuillier, scientifique ayant mis en exergue les risques d'incendie et d'explosion du site d'enfouissement, et Rémi Hutinet, secrétaire général CFDT de Haute-Marne - n'auront pu s'exprimer.

Un sentiment de fait accompli

Ce nouveau fiasco risque fort d'enterrer le débat public sous sa forme initialement prévue. Exaspérés, les opposants – élus, écologistes et altermondialistes – invoquent deux décennies de fait accompli pour torpiller le débat. Le laboratoire de Bure, dont l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (Andra) a affirmé durant plus d'une décennie le caractère purement scientifique, s'est inexorablement mué en projet industriel d'enfouissement des déchets.

Organisé en 2005, le précédent débat a laissé aux populations de Meuse et de Haute-Marne un goût amer : une concertation jugée exemplaire a conclu à la nécessité de laisser accessibles les fûts de déchets radioactifs, mais la loi du 26 juin 2006, votée par 19 députés seulement, a entériné la décision de l'enfouissement.

Un débat virtuel

EDF, Areva, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN), ont apporté leur contribution au débat. La chambre de commerce et d'industrie de Haute-Marne, l'Union fédérale des syndicats du nucléaire-CFDT et la CFE-CGC apportent au projet un soutien sans réserve.

Le Comité de réflexion, d'information et de lutte antinucléaire (Crilan), les associations Sauvons le Climat et Environnement Développement Alternatif (EDA) dénoncent la précipitation de l'Andra et les risques de l'enfouissement profond.

© Pascale Braun